



Puissante grève dans le 92 et dans toute la DGFIP

Le 22 mars, 30% des agents de la DDFIP 92 ont fait grève.

A+ : **6,47%** (dont 28,57% dans les trésoreries) ; A : **28,08%** (dont 28,87% dans les brigades, PCE, PCR...) ; B : **36,10%** (dont 42% en direction, 41,57 % en SIP-CDIF, 35,10% en SIE) ; C : **29,26%** (44,29% en direction).

15 services étaient fermés : SIP, TM, SIE de Gennevilliers, TM Bagneux, SIP Sceaux Nord, SIE Levallois, SIE Asnières, TM Rueil, TM Sceaux, SIP Vanves, TM Villeneuve, TM Saint-Cloud, SIP Levallois, SIP Asnières, Paierie départementale.

C'est la confirmation et l'amplification de la mobilisation du 10 octobre 2017 où 20 % des collègues des Hauts-de-Seine et 30 % de la DGFIP avaient fait grève.

Le taux de grévistes dans notre département est un des plus élevés jamais enregistrés. Il faut remonter à 2010 et la mobilisation contre la réforme des retraites pour en trouver un comparable.

Au plan national, la DG a recensé 33 065 grévistes soit 38,88%, probablement le chiffre le plus élevé de la Fonction publique pour une administration de taille comparable. Très nombreuses sont les directions territoriales en province où le taux de grève dépasse les 50%.

Le message adressé aux gouvernants Macron-Philippe-Darmanin qui entendent liquider les services publics, le statut et en particulier la DGFIP est clair : les agents avec leurs organisations ne laisseront pas faire !

Les plus grandes menaces planent sur la DGFIP et l'avenir de ses agents.

Toutes les raisons d'être en grève.

Le directeur général a évoqué le **passage en agence à l'anglo-saxonne gérée sur le modèle du privé.** Toutes les missions et tous nos droits sont menacés : Gestion publique, SIP, SIE, SPF, contrôle fiscal, droit à mutation... **Au soir du 22 mars, Macron réaffirme ses positions.**

La question des moyens à mettre en œuvre pour bloquer cette politique et arrêter le bras des liquidateurs de la DGFIP est désormais posée.

Notre section mettra tout en œuvre pour permettre aux agents dans l'unité de trouver les réponses.

Le 22 mars après-midi, nous étions nombreux à la manifestation dans le cortège de la CGT Finances publiques, au sein du cortège fonction publique, qui a convergé vers celui des cheminots.

Plus que jamais l'heure est au développement de la mobilisation et à la mise en œuvre de tous les moyens, y compris la grève, pour construire le rapport de force.

Rejoignez-la CGT Finances Publiques 92 !

<http://www.financespubliques.cgt.fr/92>

cgt.ddfip92@dgfip.finances.gouv.fr

Dans l'unité, 3600 signatures déposées à la DG pour le retrait des nouvelles règles de mutation

Le 22 mars au matin, comme nous nous y étions engagés, **notre section, en réponse à la proposition des sections CGT, Solidaires et FO du 93, était présente à Bercy** pour porter les signatures de la pétition "Retrait des fiches DG Mutation -maintien de tous nos droits". La section Solidaires 92 était également présente ainsi que la section FO de Paris en plus des trois sections du 93. 80 agents des trois directions se sont rassemblés (photos en ligne sur le site).

Une délégation s'est rendue à la DG et a demandé à être reçue par la direction RH. Une représentante de l'administration centrale nous a fait savoir que RH ne pouvait nous recevoir. Elle a toutefois accepté de prendre et de transmettre les pétitions. **La délégation lui a remis les pétitions signées par 800 agents dans le 93, 960 agents dans le 92, 1 800 à Paris.**

L'exigence des **960 agents du 92** (plus de la moitié de l'effectif présent -encadrement compris) de voir retirés les projets destructeurs du DG en matière de mutation a donc été portée directement à la DG.

Nous avons pris nos responsabilités et à notre niveau montré la voie : dans la période qui vient il faudra retourner plus nombreux, par milliers, à la DG pour faire reculer l'opération qui vise à rayer de la carte la DGFIP.